Point d'?

Septembre 2008 N° 39





Groupe Volontaires Outre-Mer



Bourse à Travail

Editorial

Alimentation assurée ou souveraine?

N'est-il très significatif que, peu après que les gouvernements et les institutions internationales aient commencé à parler de la «sécurité alimentaire», on ait assisté à la grave crise alimentaire qui a affamé des populations entières? La sécurité alimentaire se limite à garantir l'arrivée de nourriture dans la bouche de la population, peu importe les conditions (et conséquences) économiques, environnementales, sociales, culturelles de la production; l'objectif est de produire et de vendre la nourriture, de garantir un commerce.

Actuellement, grâce à leurs propres connaissances et semences, 1'400 millions de paysans et d'indigènes survivent au démantèlement des systèmes agricoles traditionnels, démantèlement qui comprend entre autre la substitution de la grande diversité de semences natives à un certain nombre de semences sous patente. Sous couvert du mensonge réccurrent d'une meilleure productivité, on cherche à imposer les OGM un peu partout, tels ces champs de maïs transgénique qui devraient être plantés cette année au Mexique, alors même qu'il s'agit du pays d'origine et de la diversité du maïs. Cette pratique aura pour conséquence la contamination des semences natives de cette plante et constituera une menace à sa diversité. Il s'agit là d'une stratégie d'homogénéisation de l'agriculture, qui vise à laisser le champ libre à l'industrie agro-alimentaire, à ses semences et ses techniques parmi lesquelles l'utilisation des composés agro-chimiques qui contaminent la terre entière.

Le réchauffement global est le résultat d'un système déprédateur axé sur le pétrole. Mais au lieu d'assumer la responsabilité qui découle du choix de ce système, on a trouvé une nouvelle source d'énergie et de négoce juteux: les agro-carburants. Comment peut-on imaginer que ces monocultures pourront nous sauver de la crise alimentaire, environnementale et énergétique? Bien que de nombreuses études contredisent ce postulat, les programmes gouvernementaux se destinent actuellement à soutenir la production de cette énergie, au prix d'une dépendance chaque fois accrue vers les «silos bourrés de céréales transgéniques, empoisonnés par l'agrochimie et contrôlés par le spéculateur». (Ramon Vera).

Sécurité alimentaire ne signifie pas souveraineté alimentaire: ceux qui gouvernent mal la planète identifient la sécurité alimentaire comme le contrôle du marché mondial sur les territoires, sur les semences et les paysans, considérant ces derniers uniquement comme des ouvriers et des consommateurs. Par contre, dans le cas de la souveraineté alimentaire, les paysans non seulement exercent leur droit à choisir ce qu'ils veulent manger, mais en plus ils garantissent le soin du territoire et des semences de la même façon qu'ils ont, depuis des temps immémoriaux, garanti l'alimentation de la population, conscients de leurs responsabilités à long terme sur la reproduction de la vie. Le travail et le soin de la terre ne sont pas des services, ils sont la vie même.

Yessica Alquiciras et Diego Echeverri
Traduction B. Faidutti Lueber

pour plus d'information:
http://viacampesina.org/main_fr/
http://www.grain.org/accueil/
http://www.etcgroup.org



Photo: Daniel Caselli

Sommaire

2 ans d'expériences, élaboration et évaluation El Arbol/TV Ciudad d'Uruguay et ACISAM de El Salvador



Photos: Ana Bickel et Florencia Villaverde

Jeudi 17 juillet, Ana Bickel (éducatrice populaire résidant à El Salvador) a quitté Montevideo après avoir réalisé 10 jours d'intense travail d'appui au processus de systématisation avec l'organisation El Arbol/ TV Ciudad de la Municipalité de Montevideo. Dans deux mois, ce sera au tour de trois Uruguayens de El Arbol de se rendre au Salvador pour échanger leurs savoirs et expériences avec ACISAM (Asociación de Capacitación e Investigación para la Salud Mental). Liliane Fazan, coordinatrice en Uruguay présente ces échanges.

Antécédents

TV Ciudad est une chaîne de télévision cablée créée en 1996 par la Municipalité de Montevideo. Elle représente une expérience innovante pour le pays et la région en diffusant des programmes de qualité et participatifs à caractère social et culturel. El Arbol est le projet de télévision participative développé par TV Ciudad depuis 2003. L'objectif est d'inviter et stimuler les groupes d'habitants à produire des vidéos communautaires présentant leurs aspirations, leurs réflexions et leurs problématiques, fomentant ainsi la participation citoyenne, la démocratisation de la communication et le développement local.

Au cours de ces 5 dernières années, environ 1000 Uruguayens ont participé directement à ce projet, 70 programmes de télévision ont été produits et diffusés au niveau national, 40 projections publiques, réunissant plus de 4000 habitants à Montevideo et à l'Intérieur, ont été réalisées.

Le déclencheur de ce mouvement fut l'arrivée à Montevideo, en novembre 2002, du cinéaste et éducateur populaire salvadorien Noé Valladares (projet d'échange sud-sud entre TV Ciudad et ACISAM appuyé par GVOM) et la réalisation d'un atelier de 15 jours d'introduction sur le travail audiovisuel participatif et la production de vidéos communautaires. Noé a été invité de nouveau par TV Ciudad en novembre 2004 (appuyé par GVOM) afin d'évaluer avec El Arbol les 2 ans d'expériences et d'élaborer un projet à partir des expectatives et des possibilités réelles.

Systématisation

Afin de pouvoir raconter son histoire, son expérience et ses apprentissages, El Arbol a ressenti et exprimé son besoin de réaliser un processus de systématisation avec les différents acteurs qui ont participé au mouvement entre 2003 et 2008: direction et travailleurs de TV Ciudad, groupes indépendants producteurs de vidéos communautaires et organisations sociales et représentants d'institutions locales intéressées.

C'est à Ana Bickel, éducatrice et coordinatrice du réseau ALFORJA, membre de ACISAM de El Salvador, que El Arbol et TV Ciudad ont confié cette mission, avec l'appui de GVOM.

Qu'entendons-nous par systématisation? C'est un processus éducatif et participatif pour la transformation sociale et individuelle, partant d'une révision historique, avec une interprétation critique (passé), et débouchant sur un processus de réflexion et élaboration d'un plan d'action (futur).

A partir de ce moment de travail intensif de systématisation développé à Montevideo en ateliers et rencontres entre le 7 et le 17 juillet, l'idée est de réaliser une publication écrite et d'éditer un produit audiovisuel présentant les résultats de ce processus: ces résultats permettront à ceux qui vivent l'expérience de El Arbol de la resignifier, et à ceux qui ne la connaissent pas, de l'approfondir et d'en tirer des éléments utiles.

Échange sud-sud à El Salvador

La deuxième phase du projet sud-sud appuyé par GVOM consiste en un échange entre deux membres de El Arbol avec ACISAM, et plus particulièrement au sein de son programme de communication participative.

En effet, ACISAM considère qu'il existe une relation importante entre la santé mentale et la communication. Son objectif est le développement de projets de radio et TV avec la participation de la communauté dans le but de fournir aux communautés des outils pour promouvoir le dialogue et gérer les problèmes. Il s'agit de chercher à créer une conscience de la capacité des êtres humains pour améliorer l'estime de soi, leur situation sociale, économique, culturelle et écologique.

Les Uruguayens qui voyageront en octobre prochain à El Salvador ont été sélectionnés démocratiquement par les participants de El Arbol, et vu que la motivation pour cet échange était si grande, ils ont même pris la décision d'envoyer une troisième personne, pour laquelle ils se sont engagés à trouver eux-mêmes le financement: il s'agit de Florencia Villaverde (membre de l'équipe de coordination de El Arbol-tv participative), Alvaro Adib et Andrés Aizpun (membres du Collectif El Arbol et participant au projet depuis 2005).

Au cours d'ateliers et rencontres, ils échangeront et transmettront leurs capacités et expériences avec deux projets développés par ACISAM: les Centres de production audiovisuelle de El Salvador, et l'appui à la chaîne de TV de Usulután. Des vidéos de courte durée seront réalisées, avec une projection publique de matériels vidéo des deux pays.



Cette expérience motivante, créative et innovante d'échange sud-sud est un nouvel exemple qui démontre la possibilité et l'efficacité de la transmission de capacités et expériences entre 2 pays du sud.

La perspective est de maintenir cette inter-relation entre El Arbol/TV Ciudad et ACISAM par l'échange de produits télévisuels communautaires à distance.

Liliane Fazan

www.teveciudad.org.uy/
http://www.comminit.com/en/node/43480



La mondialisation tue

Pendant son séjour de trois ans au Nicaragua, Théo Buss a pu observer le fonctionnement ou dysfonctionnement des nombreuses entreprises multinationales présentes dans le pays. Il livre ici ses réflexions et ses informations.

Petits et grands méfaits des multinationales

Les pannes de courant sempiternelles dont nous avons souffert l'an dernier illustrent l'échec de la privatisation du réseau d'énergie. L'entreprise multinationale espagnole Unión FENOSA tient le couteau par le manche, et traite avec le gouvernement du Nicaragua comme si c'était elle qui était souveraine, et non lui. Unión fait l'unité contre elle dans la population, tout le monde s'en plaint: les factures souvent ne reflètent pas les chiffres indiqués au compteur, l'entreprise cherche à encaisser dans les quartiers où il n'y a jamais eu d'électricité, les employés sont menteurs, l'entreprise n'a pas tenu le contrat bilatéral qu'elle a pourtant signé; en particulier, elle n'a pas fait les investissements absolument urgents dans le réseau vétuste. Il est vrai aussi que les multiples déviations illégales de courant bricolées par des particuliers - parfois très aisés - et la mauvaise discipline de paiement des abonnés ne favorise pas les bons rapports.

Daniel Ortega, qui avait annoncé avec fracas qu'il renationaliserait l'électricité, est au pied du mur: il voudrait maintenant que le gouvernement entre au Conseil d'administration de la firme espagnole, mais celle-ci, évidemment, fait tout pour l'empêcher, car un paquet d'actions de 16% du total donnerait le droit de regard, chose insupportable pour les actionnaires riches: il est bien connu que même si les Nicaraguayens ont des dettes auprès de Unión FENOSA, les dettes de cette dernière sont bien plus grandes. Elle se fait une galette pas possible; les chiffres sont parlants: rien qu'en 2005, le salaire des directeurs a augmenté de 47% (5,44 millions d'euros à se répartir entre trois), et les membres du Conseil d'administration ont vu leurs dividendes augmenter de 8 millions d'euros. L'entreprise a le toupet, ensuite, de prétexter qu'elle manque de liquidités! Juste un détail: le gouvernement espagnol de Zapatero, et le roi de la fameuse répartie (y tú porque no te callas?) appuient pleinement «leur» multinationale. Le phénomène est loin d'être limité au Nicaragua. Les flux de capitaux dans le sens Amérique latine - Espagne sont plus importants que pendant la colonie. On parle de la deuxième Conquista!

Privatisation: échec

Dans notre «bonne Suisse démocratique», nous avons peut-être l'impression que nous exerçons un certain contrôle sur les activités des multinationales, et tout n'a pas été privatisé, car cela provoquerait une levée de boucliers. Nos concitoyens ont défendu nos intérêts dans les urnes. Mais ici il n'y a ni initiatives ni référendums. Les gouvernements néolibéraux de Violeta Chamorro, Arnaldo Alemán et Enrique Bolaños (1991-2006) ont bradé les meilleurs services publics nicaraguayens, et contribué puissamment à la désindustrialisation du pays. Sans parler du vol à grande échelle commis par le gouvernement Chamorro lors du démontage total des chemins de fer, dont aucun profit n'est revenu aux recettes de l'Etat. Un spécialiste de ces questions a conclu: «Les coupures de courant ont démontré que la privatisation de l'énergie est un échec. Les organismes qui préconisent les privatisations sans limites (FMI, Banque mondiale) nous ont convaincu qu'un domaine essentiel comme celui de l'énergie ne doit pas être laissé entre les mains et les capitaux privés».

Sans téléphone

Personnellement, j'ai fait l'expérience avec la compagnie Enitel que le client est le dernier des c… à ses yeux. On m'avait facturé des appels téléphoniques chers, pendant trois mois. Je me suis mis à réviser les numéros, et j'ai vu qu'il y avait un abus de 3000 cordobas (environ CHF 150.-). J'ai fait pour le principe des démarches innombrables, et j'ai découvert que l'entreprise multinationale maintient dur comme fer son point de vue et va jusqu'au bout du processus, auprès de l'entité de conciliation. Et même lorsque celle-ci la déboute, Enitel continue de m'exiger la somme non due. Comme si eux ne pouvaient jamais se tromper. Au moins, ma ténacité a eu l'avantage de rétablir ma ligne de téléphone, qui avait été bloquée pendant des mois en 2007.

Nemagón

Dans ce chapitre, je veux mentionner aussi la privatisation des universités, qui débouche sur divers types d'abus: les diplômes et autres grades deviennent une marchandise, qu'on peut acquérir sans jamais avoir suivi un cours dans l'université, dont le centre de décisions se trouve souvent à l'é-



Photo: COCAM

Théo vient de terminer son contrat de 3 ans et il conclut: «Au cours des trois ans de mon travail de coopérant-formateur d'adultes, j'ai révisé ou créé huit modules de formation, qui sont utilisés dans tout le pays pour la formation continue de 400 leaders communautaires par an. Total: approximativement 130 pages. Ces modules sont distribués à tous les participants des ateliers d'une journée que le CIEETS www.cieets.org.ni organise "au ras des pâquerettes"; j'ai ainsi vu pas mal de pays, et des villages éloignés de tout. Et surtout, j'ai fait la connaissance de personnes engagées, courageuses».

Nous tenons à remercier chaleureusement toutes les personnes qui ont soutenu Théo lors de ce séjour que ce soit par la lecture de ses lettres circulaires et/ou par le versement d'un don. Nous osons espérer que ces personnes continueront à soutenir le travail des actuels ou prochains volontaires de GVOM.



Photo: www.barricada.com.ni

tranger. Le ministre de l'éducation Miguel de Castilla en personne a reconnu que «le système de l'éducation en général traverse la pire crise; il a perdu son éthique». Un prof d'éthique professionnelle complète: «La détérioration de l'éthique touche tous les acteurs de l'éducation: les professeurs, les directeurs, les élèves et les étudiants, ainsi que les parents».

Encore un exemple, et puis j'arrête. Je dois vous lasser, chers lectrices et lecteurs. Les victimes de la dispersion massive de pesticides dans les plantations de bananes et de coton continuent de mourir. Il y a déjà plus de 2000 morts au Nicaragua. Douze paysans devenus stériles ont remporté une victoire morale sur les multinationales Dole et Dow Chemicals - vieille connaissance de la guerre du Vietnam: ils fabriquaient l'agent orange servant à défolier les forêts de l'Indochine. Un juge de Los Angeles a établi dans son verdict que ces transnationales connaissaient la gravité des effets du Nemagón et autres agents chimiques. Cela ne les a pas empêchés de les «gazifier» sur les plantations sans évacuer les ouvriers, ceci pendant vingt ans. Elles ont été condamnées en novembre dernier à payer 3.3 millions de dollars à chacun des douze plaignants. Théo Buss

Stage

Nouer des liens très forts

Damien Bastian, stagiaire agronome, est de retour à Genève depuis bientôt quatre mois après une année au Tchad, il témoigne: «Il m'est des fois difficile de repenser à la réalité de certaines situations qu'il m'a été permis de vivre, de me replonger dans ce quotidien en total décalage avec ma situation actuelle. Mais ma tête est tellement pleine d'images en tout sens, de personnes avec qui le temps a été pris de se connaître et de se comprendre, de décors que je pourrais décrire au grain de sable près ou de discussions sur des sujets qui m'étaient souvent étrangers, que devoir écrire ce témoignage me remplit d'une certaine mélancolie».

Développement rural

J'ai été envoyé par EIRENE Suisse en mai 2007 au sud du Tchad dans la ville de Sarh, comme stagiaire agronome auprès du RAPS, «Réseau d'Action Partage Solidarité», qui rassemble près d'une centaine de groupements paysans. Fondé en 1999 avec l'aide d'un volontaire d'Eirene (Roger Zurcher), le RAPS est une petite structure d'appui conseil aux groupements membres (entre 15 et 20 employés) qui cherche à favoriser l'accroissement des revenus et l'amélioration des conditions de vie des populations de la région de Sarh. Le RAPS mène surtout des projets de développement rural dont l'élevage de petits ruminants, la transformation de produits, le maraîchage, les grandes cultures et un nouveau projet traction asine (un outil de sarclage simple, bon marché et que tout forgeron peut construire) dans les travaux pastoraux financé par l'Union européenne. Le développement holistique (prise de position des églises par rapport au développement de la région) et l'organisation d'ateliers d'information sur la problématique du VIH/SIDA occupent également une place importante et visent à faire évoluer certaines mentalités; tout comme les activités de médiation face au conflit éleveurs-cultivateurs, et de sensibilisations face à l'exploitation pétrolière dans la région, qui ont été lancées récemment.
Ces neuf années d'existence, qui représentent une durée relativement longue eu égard à la situation complexe et volatile du pays et à une corruption quasi institutionnalisée, confère au RAPS une certaine notoriété auprès des autorités administratives et une confiance croissante de la part des villageois, qui s'organisent en







Photos: Bastian Damien

groupements afin de bénéficier de l'appui technique dans l'un des volets d'activités du RAPS. Malheureusement, il faut reconnaître que les moyens humains dont dispose actuellement le RAPS en bloque le développement, et ne permet pas aux animateurs d'accueillir de nouveaux groupements membres pour les soutenir.
Personnellement, j'ai été intégré à un projet de développement des cultures maraîchères, de mise en culture de variétés céréalières améliorées et de fertilisation organique des sols. J'ai fourni un appui tant aux animateurs de terrain du RAPS qu'aux groupements membres, par des formations théoriques et un suivi/conseil régulier des activités engagées. Le travail accompli par la précédente volontaire, Pascale Waelti, m'a permis d'arriver dans une structure bien en place avec des projets définis et des lignes directrices claires pour les trois années à venir. Ce plan triennal a été une base sur laquelle me reposer et me cadrer pour ne pas me lancer sur trop de voies à la fois...

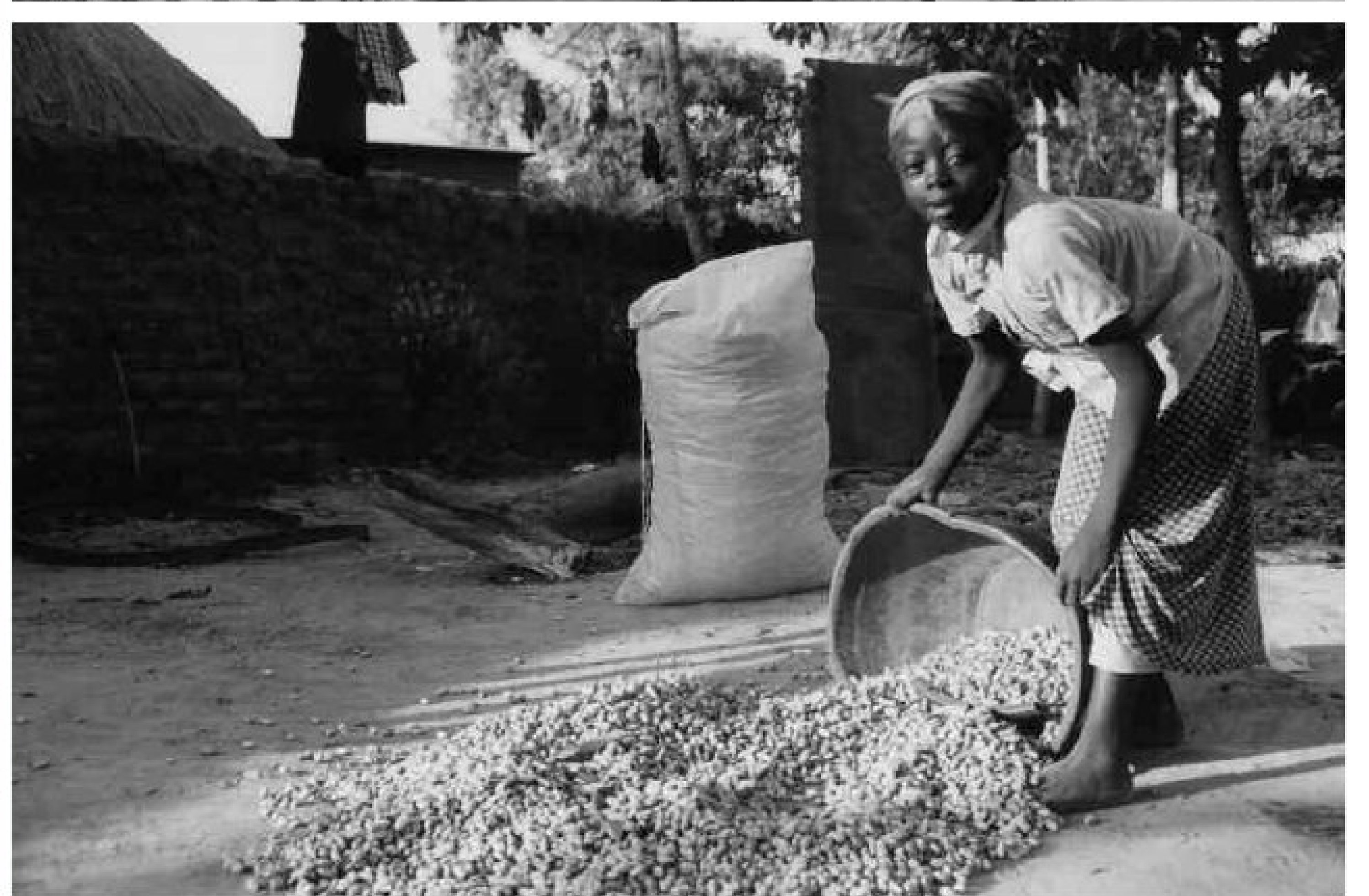
Partager le travail et le quotidien
Une année complète à travailler sur ces projets semble à la fois long dans la vie quotidienne, mais aussi bien trop court pour pouvoir apprécier les retombées des actions entreprises et s'assurer de l'autonomie des personnes formées. Pour une première expérience, j'ai souvent dû faire preuve de beaucoup d'autonomie durant la majeure partie de mon affectation. Mais l'encadrement, qui a parfois fait défaut, n'a pas été un mal en soi, car j'ai pu apprendre énormément en allant chercher des informations et en comprenant le pourquoi des erreurs commises, cela m'a aussi permis de mieux appréhender les réalités et les difficultés de l'Afrique subsaharienne, et de cette région en particulier, qui détonne fortement d'avec les autres pays que j'ai pu parcourir.
Passer une longue période dans cette même région m'a permis de nouer des liens très forts, aussi bien dans le travail qu'en dehors. Je pense en particulier à mon ami et collègue Djibrine, avec lequel j'ai pu partager des moments qui allaient bien au-delà des heures de bureau, et qui était heureux simplement du fait que je cherchais à m'intégrer et à oublier mon statut de nassara (blanc), même si les regards croisées en ville te le rappellent constamment. J'ai ressenti un énorme plaisir, un véritable épanouissement, en découvrant une région et un peuple - plutôt une mosaïque de peuples- d'une manière différente que le permettrait n'importe quel voyage... Partager la vie des gens au quotidien apporte une satisfaction qui complète idéalement celle liée au travail mené à terme.
Cette affectation a donc été pour moi une pleine réussite, aussi bien dans le travail accompli que dans mon intégration sociale. Et ce malgré les difficultés de tout ordre à prendre en compte dans son quotidien et qui peuvent souvent ralentir la réalisation des activités et des ateliers prévus. Je pense par exemple au mauvais état des routes, aux intempéries, à l'insécurité, aux pannes de moto, aux cérémonies d'initiation ou aux cas de décès... Autant d'éléments qui surviennent inopinément et modifient complètement le programme prévu. Mais cela permet de développer sa créativité en rebondissant et en improvisant dans des situations apparemment bloquées, et surtout, cela oblige à travailler son calme et sa patience, deux qualités indispensables pour garder le sourire en toute situation! Je recommande de tout cœur à quiconque songeant à un engagement comme volontaire de dépasser les doutes de départ qui peuvent intimider. Cela ne peut être que l'opportunité d'une expérience unique, quels que soient les événements vécus, et, dans mon cas, cela donne envie de repartir rapidement.

Damien Bastian











Photos: Damien Bastian

Départs

Cinzia Pédagogue, spécialisée dans la pédagogie curative, elle a intégré pour 3 ans l'équipe du département éducation de Mujeres Unidas en Salud y Desarrollo (MUSADE) au Costa Rica, **www.musade.org**. Il s'agit d'une ONG qui défend les droits de la femme dans la petite ville de San Ramón. MUSADE mène un programme de lutte contre la violence domestique. Ce programme inclut des activités d'appui psychosocial aux victimes ainsi que des activités de prévention. Forte de plusieurs expériences au Salvador et au Chili, Cinzia apporte son soutien à l'élaboration de matériel pédagogique et de sensibilisation contre ce fléau et elle participe à la formation des institutrices et instituteurs des écoles de la région à l'usage de ce matériel.

Oliver Pour une durée de trois ans, il met sa formation d'historien et de politologue, et surtout l'expérience acquise auprès du syndicat de la communication **www.syndicatcommunication.ch** au service de l'équipe de plaidoyer de l'Asociación Servicios de Promoción Laboral (ASEPROLA) **www.aseprola.org** au Costa Rica. Cette ONG, partenaire de longue durée de GVOM basée à San José, défend et promeut les droits des travailleurs en Amérique centrale. Dans le contexte globalisé actuel, ASEPROLA souhaite développer son articulation au niveau international. Il s'agit donc pour Oliver de développer et de mettre en oeuvre une méthodologie de travail d'articulation et d'établir des contacts au niveau international liés aux activités de plaidoyer de l'organisation. Oliver est accompagné de son épouse Irmgard.

Valérie Ethnologue, elle est intégrée au projet «Information, éducation et conseil contre l'usage de drogue» de l'Asociación Campaña Costeña Contra el Sida au Nicaragua, dans le cadre d'un stage d'une année. Elle participe à la consolidation des activités de prévention et de réinsertion des consommateurs dans les quartiers de Bluefields tels que les ateliers de socialisation et d'activités créatrices. Elle appuie notamment la réflexion sur la question de la participation multiethnique aux ateliers.

Bertrand Jeune diplômé en économie d'entreprise, il s'apprête à effectuer un stage d'un an au Tchad, auprès du RAPS - Réseau Action Partage et Solidarité - à Sarh, dans le Sud du pays. Bertrand a déjà démontré sa solidarité avec le Sud à travers des engagements associatifs en Tanzanie et à Madagascar, il est aussi engagé au sein d'Eirene depuis plus d'un an. Aujourd'hui, il se réjouit beaucoup de d'élargir son expérience de la coopération au développement à travers ce stage, et de fournir un appui en gestion et en administration à l'équipe du RAPS, dont la mission est d'offrir diverses formations et un appui au montage de projets à près d'une centaine de groupements paysans membres du réseau.

Jacques Spécialiste en environnement et en gestion des déchets, il part pour 2 ans rejoindre l'équipe de FADCANIC sur la Côte atlantique du Nicaragua. Il va travailler à la promotion d'une agroforesterie durable et appuyer les communautés locales à la préservation de leur environnement, notamment dans le domaine de la gestion de l'eau.

Lucia Dans le cadre d'un échange sud-nord avec Montevideo **www.montevideo.gub.uy**, Lucia Hornes, coordinatrice de l'unité Projets de coopération de la IMM et directrice de l'observatoire latino-américain de la coopération décentralisée UE-Amérique latine, sera accueillie par GVOM du 5 au 27 septembre. Durant son séjour, elle visitera diverses municipalités et institutions suisses en lien avec la gestion pour échanger des expériences. Elle rencontrera les médias et établira des contacts avec les milieux universitaires et les acteurs de la coopération suisse intéressés par les expériences de la IMM (Participation populaire, urbanisme, action social, positionnement international).

GVOM

Une nouvelle coordinatrice

Bonjour! Je m'appelle Rosemarie Fournier. Je viens de Haute-Nendaz, en Valais et j'habite à Sion. J'ai des formations d'enseignante et de bibliothécaire. Après avoir enseigné quelques années en école primaire, j'ai achevé une formation de bibliothécaire et j'ai travaillé de nombreuses années à la Médiathèque-Valais de Sion.



En 2000, je suis partie en Bolivie (Tarija) en compagnie de mon mari avec E-CHANGER **www.e-changer.ch/**. J'y ai passé trois belles années. Le virus ayant bien pris, j'ai accepté un contrat de deux ans au Nicaragua (Managua), toujours avec E-CHANGER. J'ai travaillé à l'IHNCA **www.ihnca.edu.ni/**, l'Institut d'Histoire du Nicaragua et d'Amérique Centrale, assurant des tâches de formation du personnel et de renforcement institutionnel.

Dès mon retour en Suisse, en mars de l'année dernière, j'ai cherché du travail dans la coopération. Mes expériences sud furent tellement formidables que j'avais très envie de garder le contact avec ce monde-là.

Le poste de coordinatrice que m'offre GVOM est une grande chance et la possibilité pour moi de mettre en œuvre l'expérience acquise sur le terrain. J'ai une forte motivation pour ce travail. J'ose croire que mon sens de l'organisation et de la communication ainsi qu'une solide conscience professionnelle me permettront de mener à bien les tâches qui m'incombent dès maintenant.

Je me réjouis beaucoup de faire votre connaissance, à vous tous sur le terrain ou en Suisse, volontaires, bénévoles ou sympathisants de GVOM.

A bientôt ! Rosemarie Fournier

BAT

Les suites de la votation du 24 septembre 2006

Scandaleux

Suite à la votation du 24 septembre 2006 sur le durcissement de l'asile, des requérant-e-s d'asile ayant séjourné plusieurs années en Suisse devraient être expulsé-e-s, mais leur retour est impossible pour la plupart d'entre eux-elles.

Depuis le 1er janvier 2008, ces personnes et leur famille ont dû tout quitter (travail, logement, école) pour entrer dans des Centres d'urgence et rejoindre les ex-requérant-e-s qui avaient reçu une NEM (Non Entrée en Matière). Ces envois en Centres d'urgence étaient prévus au départ pour une durée de quelques jours, mais les personnes ayant reçu une NEM y séjournent depuis 4 ans déjà.

Les personnes et enfants vivant dans ces centres ont une existence difficile et indigne: ils subissent une surveillance permanente, n'ont aucune intimité (les personnes responsables peuvent entrer à tout moment dans leur chambre) et sont exposés à l'arbitraire des responsables de sécurité et de l'intendance (les agents de sécurité fouillent les personnes à l'entrée des centres et les réveillent fréquemment la nuit).

Les célibataires vivent à plusieurs dans une chambre dans un centre du haut de Lausanne. Ils ne reçoivent pas d'argent, mais des repas de mauvaise qualité et livrés à des horaires fixes (un sandwich à midi, une barquette le soir et les menus ne sont pas variés! Imaginez-vous manger durant plus de 4 ans le contenu des barquettes qu'on reçoit dans les avions!).

Les familles sont placées dans un autre centre et vivent dans des conditions précaires: une ou deux chambres par famille, salle de bain et cuisine commune. Elles reçoivent de l'argent, mais tellement peu qu'il est difficile pour elles de survivre. Pour chauffer le biberon la nuit, il faut la permission de l'agent de sécurité. Les fenêtres quant à elles sont verrouillées toute la journée.

Le déménagement a été rude pour ces familles, partir d'un appartement où elles avaient accumulé petit à petit divers objets (table, meubles, jouets…) et devoir tout laisser car elles n'avaient pas le droit d'emporter quoique ce soit dans les centres.

De plus, les déboutés-e-s et NEM ne sont plus inscrit-e-s comme résidents en Suisse: ils-elles pourraient donc disparaître…

A la Bourse à Travail, des personnes déboutées ou NEM viennent quelques fois suivre un cours, mais le stress qu'elles subissent est tel qu'elles ont de la peine à se concentrer et à suivre les cours normalement.

Les instants passés avec nous leur permettent au moins de partager d'agréables moments, de rencontrer d'autres personnes et d'apprendre de nouvelles activités afin de travailler… si un jour elles reçoivent un permis.

Pascale Kohli

PS: A l'heure de l'édition du journal, nous venons d'apprendre que suite aux actions et manifestations à l'encontre des conditions extrêmes vécues par les déboutés-e-s, l'EVAM (Etablissement Vaudois Accueil aux Migrants), **www.evam.ch**, va améliorer les conditions alimentaires: augmentation des portions, service sur assiette et apport de vitamines par des légumes et des fruits.

16 octobre,
journée mondiale de l'alimentation,
pensez à manger local !

Point d'?



Sarah Lachat et Jérôme Strobel
Bd Pont d'Arve 16
1205 Genève
Tél: 022 321 85 56

www.eirenesuisse.ch

Cotisation annuelle
EIRENE Suisse: Frs 50.-
CCP: EIRENE Suisse
La Chaux-de-Fonds 23-5046-2



Cécile Hétault
Ch. de la Prairie 9
1720 Corminbœuf
Tél: 026 475 56 14

www.gvom.ch

CCP: GVOM
Lausanne 10-20968-7

Cotisation annuelle: Frs 20.-



Bourse A Travail
Rue Curtat 6
1005 Lausanne
Tél: 021 323 77 15

Fax: 021 311 29 11
E-mail: bat.pv@freesurf.ch

CCP 10-23440-0

Journal adressé aux membres GVOM et EIRENE ainsi que sur abonnement

Abonnement: 4 parutions par an: Frs 16.- Abonnement de soutien au journal: Frs 25.-

Rédaction: B. Faidutti Lueber, C. Hétault, Alain Schwaar

Ont participé à ce numéro: **Textes**: B. Faidutti Lueber, Y. Alquiciras et D. Echeverri, Ana Bickel et Florencia Villaverde, T. Buss, B. Damien, R. Fournier, P. Kohli **Photos**: D. Caselli, L. Fazan, COCAM, www.barricada.com.ni, B. Damien

Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle

Maquette: Atelier Diaphane, La Chaux-de-Fonds, annemonard@hispeed.ch